

Le budget

année, et l'augmentation des dépenses du gouvernement fédéral, qui a été de 3,6 ou 3,7 p. 100.

D'abord, dire que nous avons restreint le financement des provinces, c'est déformer la réalité, à l'exception de l'exercice en cours si l'on compare les montants qui seront versés avec ceux que les provinces comptaient recevoir.

J'ai appris qu'en décembre 1989, le ministre des Finances a rencontré ses homologues provinciaux et leur a dit que les paiements de transfert n'étaient pas intouchables parce que le gouvernement fédéral avait la responsabilité de résoudre le problème de la dette nationale et de prendre les moyens pour y parvenir. Comme nos électeurs nous ont demandé à maintes reprises de réduire les dépenses du gouvernement fédéral, on peut donc présumer sans risque de se tromper qu'ils s'attendent à la même chose de la part des gouvernements provinciaux. Nous avons pris le taureau par les cornes et avons ralenti la croissance des paiements de transfert aux provinces.

On a fait allusion à la province de l'Ontario. Selon des données que j'ai entendues récemment, seulement 80 p. 100 des paiements de transfert versés en principe à cette province pour la santé et l'éducation étaient en fait affectés à ces domaines. Le reste était versé au Trésor.

M. Simon de Jong (Regina—Qu'Appelle): Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les propos de mon collègue de Regina—Wascana sur le budget. Je dois cependant relever certaines choses.

Tout d'abord, sa façon de prétendre que les néo-démocrates sont les seuls à réclamer l'abaissement des taux d'intérêt. Je lui rappelle que le gouvernement Devine de Saskatchewan demande aussi des taux moins élevés.

Ensuite, il loue le gouvernement Devine de s'attaquer à la dette de la Saskatchewan. Je ne pouvais pas voir son visage, mais je suis sûr qu'il l'a dit avec un sourire en coin. Il est indéniable que le gouvernement Devine, comme tous les Saskatchewanais le savent, a accumulé la plus grosse dette et le plus gros déficit de l'histoire de notre province. Il avait pour commencer un bon excédent, en 1982, mais la dernière fois que j'ai fait le calcul, la dette de la Saskatchewan était de quelque 10 000 \$ par personne.

Cela m'étonne aussi que le député de Regina—Wascana ne s'inquiète pas des compressions qui vont faire perdre entre 90 et 100 millions de dollars à la Saskatchewan dans les deux prochaines années. L'Université de Regina, qui est dans sa circonscription, va en souffrir, j'en suis sûr. L'université et les étudiants vont sûrement tenter de le sensibiliser aux conséquences des compressions sur l'enseignement supérieur en Saskatchewan.

Je m'étonne que le député n'ait pas parlé non plus des restrictions imposées aux organismes autochtones. Il y a à Regina un grave problème de la faim chez les enfants, surtout ceux des groupes autochtones. Je suis sûr que le député, dans sa carrière précédente de maire de Regina, était au courant de ce problème et de sa gravité chez les autochtones. Il doit se rendre compte que le budget va rendre la situation de ces personnes encore plus désespérée.

La dernière chose qui m'étonne, et que, je l'espère, le député commentera, c'est la situation de l'agriculture en Saskatchewan. Il sait que, selon les prévisions, le revenu agricole dans cette province sera négatif l'année prochaine. Nous faisons face à un grave problème dans notre province. Il faut que tous les députés de la Saskatchewan commencent à se préoccuper de cette question et du fait que les agriculteurs ont un besoin urgent d'une aide financière quelconque pour éviter que des fermes familiales ne fassent faillite.

M. Schneider: Mon collègue de Regina—Qu'Appelle me donne beaucoup de matière, mais je ne crois pas avoir assez de temps pour répondre.

Je suis particulièrement heureux de noter que le député m'a écouté avec un vif intérêt. C'est probablement l'une des rares occasions où il l'a fait, mais il ne manquait pas de bonnes raisons pour le faire. Quoi qu'il en soit, je lui sais gré d'avoir prêté une oreille attentive à la Chambre aujourd'hui.

Je dois aborder quelques-uns des points que j'ai notés brièvement. Le député ridiculise la capacité du gouvernement provincial de gérer les ressources financières que lui a confiées le public. Ce qu'il ne dit pas, c'est que, à l'époque où son gouvernement a été élu, l'économie de la Saskatchewan périssait, car les prix de la potasse, de l'uranium et du pétrole ont connu des baisses sans précédent. À mon avis, personne ne peut blâmer un parti